

Procès-verbal du Bureau politique du 22.10.71

Présents : Blume, De Coninck, Dussart, Glineur, Levaux, Renard, Turf

Excusés : Coussement, Debrouwere, Drumaux, Van den Branden, Van Geyt.

- Liste Rode Leeuwen à Roulers-Thielt : vu son apparentement avec la liste P.C. d'Ostende et liste progressiste de Courtrai, y consacrer un article dans le prochain D.R. et R.V.
- Subside à Courtrai : puisque la fédération n'a pas reçu l'aide normale des journaux de propagande du P.C., accord pour lui octroyer un subside de 20.000 Fr. pour l'aider dans sa propagande électorale.
- Informations sur le déroulement de la campagne dans les diverses fédérations : le B.P. en prend acte.
- Propagande du P.C. : - pour les masses media
viser spécialement les arguments qui touchent la classe ouvrière - dénoncer le rôle PSB - "taper" sur les monopoles capitalistes
- notre affichage : accentuer l'effort sur l'affichage de nos grandes affiches politiques.
- Texte communiqué : accord après discussion .
- Accord Gouvernement sur
Services publics : faire un communiqué spécial (insister sur le fait que l'action a amené le gouvernement au compromis, mais qu'il cherchera à se rattraper après les élections - invoquer une déclaration antérieure de la CGSP : "mains libres, en cas de modification de la situation économique et financière;
: adresser le communiqué aux camarades responsables dans les services publics.
- Prix Nobel à Pablo Neruda
Jean Blume rédigera un télégramme de félicitations à envoyer à l'Ambassade du Chili à Paris et dont le texte sera communiqué à la presse.

=====

COMMUNIQUE

Depuis que la dissolution des Chambres est intervenue, les faits n'ont cessé de confirmer que le PSC et le PSB veulent maintenir leur alliance, après le 7 novembre, en faisant croire aux travailleurs que cette alliance est la seule solution possible et valable.

Le Bureau Politique du PCB met les travailleurs en garde contre toute illusion à ce sujet. Quelle que soit la combinaison gouvernementale en place, c'est toujours et essentiellement par leur action que les travailleurs peuvent obtenir des résultats. On en trouve une nouvelle preuve dans l'attitude du gouvernement PSC-PSB à l'égard des revendications des agents des Services publics. C'est à ceux-ci qu'il appartient de se prononcer en toute indépendance sur la valeur du pré-accord qui vient d'être conclu, mais il est clair de toute façon que les concessions faites in extremis ne l'ont été qu'au prix de luttes longues, énergiques et difficiles.

Au lendemain du 7 novembre, c'est encore sur l'action qu'il faudra compter d'abord. Cette action pourrait d'ailleurs constituer un appui pour tout gouvernement qui prendrait des mesures visant à :

- protéger le pouvoir d'achat des travailleurs, pensionnés et allocataires sociaux;
- démocratiser la fiscalité;
- donner des pouvoirs réels aux régions en matière économique, politique, sociale et culturelle;
- permettre l'application du contrôle ouvrier;
- contribuer à l'instauration d'une véritable sécurité européenne.

Mais, pour atteindre ces objectifs, il faut créer une alliance nouvelle, progressiste, qui n'a rien de commun avec la coalition des conservateurs du PSC et des droitiers du PSB.

Cette alliance ne peut se réaliser que dans l'opposition à la politique du grand capital. Y ont naturellement leur place, à côté des communistes, les socialistes qui refusent toute participation à un gouvernement soumis aux puissances d'argent, les chrétiens progressistes qui sont capables de créer leur propre formation en dehors du PSC, les progressistes sans parti. Dans une telle alliance, chaque composante doit conserver son originalité, son autonomie, sa liberté d'action, et collaborer à la réalisation du programme commun sur la base d'une concertation permanente et loyale.

Tel est l'esprit dans lequel le PCB est prêt à oeuvrer après comme avant les élections législatives.

Le Bureau Politique du
P.C.B.

Bruxelles, le 22 octobre 1971.

Communiqué

Le Bureau Politique a entendu une information sur les projets d'accords sectoriels et intersectoriels concernant la revalorisation de la Fonction publique.

Le Bureau Politique constate que, sous la pression des travailleurs des Services publics, le gouvernement s'est vu obligé de faire, au niveau intersectoriel et pour certains secteurs, des concessions plus importantes qu'il n'en avait d'abord l'intention.

Il apparaît toutefois que ces concessions gouvernementales, faites dans la perspective d'un budget de restrictions, ont été calculées "au plus juste". Elles laissent sur leur faim, même à court terme, une partie importante des travailleurs intéressés, notamment parmi les enseignants, certains agents des postes et des ministères, et le personnel de la RTB-BRT.

Bien entendu, c'est aux instances régulières des organisations syndicales, à commencer par les assemblées de base, qu'il appartient de se prononcer sur les projets d'accords négociés entre le gouvernement et les dirigeants du Front commun.

Ces instances auront à prendre en considération non seulement les nouvelles échelles présentées, mais encore et surtout les délais d'application et la durée des accords présentés.

En effet, tout paraît indiquer que le gouvernement entend obtenir, en échange des concessions partielles qu'il a dû faire, l'acceptation par le Front commun d'une "pause sociale" de deux ans. Or, on peut s'attendre au lancement d'un "programme de crise", dès le lendemain du 7 novembre, pour les années 72-73. Il y aura aggravation de la fiscalité directe et indirecte. En raison des imperfections de l'index et de la mini-indexation des barèmes fiscaux, les charges fiscales nouvelles auront tôt fait de réduire à peu de choses l'apport d'une revalorisation déjà décevante pour beaucoup au départ.

A l'instar de nombreux militants progressistes des Services publics, le Bureau politique considère comme un dangereux marché de dupes tout accord qui lierait les mains du Front commun pendant deux ans et qui, au moins, ne maintiendrait pas la clause de révision inscrite dans la convention 1970-71 pour parer aux changements de la situation économique et financière.

Le Bureau politique du P.C.B.

Bruxelles, le 25 octobre 1971.

Persmededeling

Het Politiek Bureau nam kennis van een informatie over de ontwerpen van sektoriële en intersektoriële akkoorden betreffende de herwaardering van het Openbaar Ambt.

Het Politiek Bureau stelt vast dat de drukking van de werkers der Openbare Diensten, de regering heeft verplicht om, op intersektoriëel vlak en voor sommige sektoren, belangrijkere toegevingen te doen dan deze die zij eerst voornemens was.

Het blijkt echter dat deze regeringstoegevingen, welke werden toegestaan in het perspektief van een beperkingsbegroting, zo krap mogelijk werden berekend. Zij geven geen voldoening, zelfs op korte termijn, aan een belangrijk gedeelte van de betrokken werkers, o.m. onder de leerkrachten, sommige beambten van posterijen en ministeries, en het personeel van BRT-RTB.

Het behoort vanzelfsprekend toe aan de regelmatige vakbondsinstanties, en om te beginnen aan de basisvergaderingen, om zich uit te spreken over de ontwerpen van akkoord, die totstandkwamen ingevolge de onderhandelingen tussen regering en leiders van het Gemeenschappelijk Front.

Deze instanties zullen hierbij niet alleen de voorgestelde nieuwe schalen, maar tevens en vooral de toepassingstermijnen en de duur van de voorgestelde akkoorden dienen te overwegen.

Inderdaad, alles schijnt er op te wijzen dat de regering, in ruil voor de gedeeltelijke toegevingen die zij heeft moeten doen, de instemming van het Gemeenschappelijk Front wil verkrijgen met een "sociale pauze" van twee jaar.

Men kan er zich evenwel aan verwachten dat onmiddellijk na 7 november, een "krisisprogramma" zal worden gelanceerd voor de jaren 72-73. Er zal een verergering komen van de rechtstreekse en onrechtstreekse belastingen. Wegens de onvolmaaktheden van het indekscijfer en de mini-indeksatie van de belastingsschalen, zullen de nieuwe fiskale lasten de inbreng tot zeer weinig herleiden van een herwaardering - die voor velen reeds van meet af aan ontgoocheland blijkt.

Samen met talrijke vooruitstrevende militanten van de Openbare Diensten, beschouwt het Politiek Bureau als een gevaarlijk bedrog ieder akkoord, dat de handen van het Gemeenschappelijk Front zou binden gedurende twee jaar en dat niet, op zijn minst, de herzieningsclausule zou handhaven die was opgenomen in de overeenkomst voor 1970-71, met het oog op iedere belangrijke wijziging van de ekonomische en financiële toestand.

Het Politiek Bureau
van de Kommunistische Partij van België.

Brussel, 25 oktober 1971.

Communiqué du Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique.

La République Populaire Chinoise vient d'être admise à l'Organisation des Nations Unies. Les dernières tentatives américaines visant à garder le représentant de Tchang kai Check étant déjouées, ce sera le gouvernement de Pékin, et lui seul, qui occupera le siège dans l'Assemblée Générale comme dans le Conseil de Sécurité. C'est une victoire de la paix sur les résidus de la guerre froide que certains tentent vainement de ranimer. Et le Parti Communiste de Belgique s'en réjouit.

Dans la nuit du 25 au 26 octobre, le monde a ainsi assisté à la première grande défaite de la stratégie américaine à l'échelle de l'O.N.U. Cette défaite témoigne du changement profond intervenu dans les rapports de force entre les forces de l'impérialisme, de la guerre et de la discrimination entre les pays d'une part, et celles de la paix, de la raison, du progrès et de la coopération d'autre part.

Cette victoire de la raison peut mener à d'autres. Ceux qui, après avoir résisté pendant près d'un quart de siècle à la reconnaissance de la Chine populaire et à son admission dans le concert des peuples, ont finalement dû s'incliner devant les réalités nouvelles, se retrouvent dans le camp des adversaires de la sécurité et de la coopération en Europe. Là aussi ils battent en retraite. Mais leurs manoeuvres nocives de diversion et de tergiversation, parfois subtiles, parfois grossières, peuvent encore freiner inutilement l'installation d'un système de sécurité européenne.

Il faut que ceux qui oeuvrent pour cette sécurité européenne puissent dans la défaite des adversaires de la raison à l'O.N.U., les forces et les arguments pour faire avancer plus vite leur cause.

Le gouvernement belge a fait preuve de peu d'initiative dans ces deux domaines. L'idée de la sécurité européenne n'est encore défendue par le ministre belge des affaires étrangères, qu'avec peu d'énergie. Ce n'est d'ailleurs qu'au dernier moment que la délégation belge à l'O.N.U. s'est décidée à abandonner son attitude suiviste à l'égard des manoeuvres américaines.

Pourtant, l'exemple de l'O.N.U. a démontré le rôle que peut être joué par des états dont le poids international est apparemment aussi peu décisif que celui de notre pays. Mais pour cela il faut prendre des options en direction d'une politique active d'indépendance réelle. L'opinion belge, dont la pression sera déterminante, est en droit d'attendre de ceux qui gouvernent notre pays, qu'ils s'en rendent compte et qu'ils agissent en conséquence, en faveur de l'établissement de la sécurité et de la coopération en Europe.

Bruxelles, le 26 octobre 1971
Le Bureau Politique du P.C.B.

Persmededeling van het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België.

De Volksrepubliek China werd toegelaten tot de Organisatie der Verenigde Naties. De laatste Amerikaanse pogingen om te trachten de vertegenwoordiger van Tsjang Kai Sjek hierin te behouden, werden gedwarsboomd. En het zal de regering van Peking zijn, en zij alleen, die de zetel zowel in de Algemene Vergadering als in de Veiligheidsraad zal bezetten. Dit is een overwinning van de vrede op de overblijfselen van de koude oorlog, die sommigen vruchteloos trachten nieuw leven in te blazen. En de Kommunistische Partij van België verheugt er zich over.

In de nacht van 25 op 26 oktober heeft de wereld de eerste grote nederlaag kunnen bijwonen van de Amerikaanse strategie op het niveau van de U.N.O. Deze nederlaag is een bewijs van de diepgaande wijziging die is ingetreden in de machtsverhoudingen tussen de krachten van het imperialisme, van de oorlog en de diskriminatie tussen de landen, van de ene kant, en deze van de vrede, de rede, de vooruitgang en de samenwerking, langs de andere kant.

Deze overwinning van de rede kan tot andere overwinningen leiden. Diegenen die reeds meer dan een kwarteeuw zich verzetten tegen de erkenning van de Volksrepubliek China en haar opname in het overlegorgaan der volkeren, hebben zich uiteindelijk moeten neerleggen bij de nieuwe werkelijkheden, maar vinden elkaar terug in het kamp der tegenstanders van veiligheid en samenwerking in Europa. Daar ook boeken zij evenwel achteruitgang. Maar hun schadelijke pogingen om tweedracht te zaaien en uitvluchten te zoeken, soms op een subtiele wijze, soms ook brutaal, kunnen nutteloos de instelling van een systeem van Europese veiligheid vertragen.

Het is nodig dat diegenen die ijveren voor de Europese veiligheid, in de nederlaag van de tegenstanders der rede in de U.N.O. de krachten en de argumenten putten om hun zaak vlugger vooruitgang te doen kennen.

De Belgische regering heeft blijk gegeven van weinig initiatief in deze beide zaken. De idee van de Europese veiligheid wordt door de Belgische minister van buitenlandse zaken nog altijd slechts met weinig energie verdedigd. Het is tenandere slechts op het laatste ogenblik dat de Belgische delegatie in de U.N.O. besloten heeft haar suivistische houding ten opzichte van de Amerikaanse manoeuvres op te geven.

Nochtans heeft het voorbeeld van de U.N.O. aangetoond welke rol kan gespeeld worden door staten waarvan het internationaal gewicht schijnbaar even weinig doorslaggevend is als ons land. Maar daarvoor moeten opties genomen worden in de richting van een actieve politiek van werkelijke onafhankelijkheid. De Belgische opinie, waarvan de druk doorslaggevend zal zijn, heeft het recht om van de regeerders van ons land te verwachten dat zij zich daar rekenschap van geven en konsekvent handelen ten gunste van de instelling der veiligheid en samenwerking in Europa.

Brussel, 26 oktober 1971
Het Politiek Bureau der K.P.B.

Aux membres du Bureau politique

Problème Chine

Jean Terfve

En ce qui concerne - vie mouvement communiste international
- développement politique globale efficace contre
impérialisme et spécialement U.S.A.
rupture de fait entre Chine et essentiel pays socialistes
élément capital et source de difficultés.

Plus perceptible encore au tournant actuel
marqué par fléchissement grave de l'impérialisme U.S.
se manifestant

- dans échec au Vietnam
- crise économique et monétaire
- crise interne (problème noir etc..)

engendrant contradictions interimpérialistes

- affrontement économique et monétaire
- problème de présence militaire en Europe

politique R.F.A.

débouchant sur

recherche formes nouvelles sécurité
coopération

Unité serait particulièrement utile
Or loin d'être réalisée

Cause essentielle Chine

avec tendances centrifuges qu'elle entraîne

Parti Vietnam - Coréen

- en partie japonais
- en partie roumain-australien

difficultés à faire front homogène

Conf. P.C.

Conf. anti-impérialiste

création de divisions internes utilisées par impérialisme
qui joue sur ces contradictions.

Flottements idéologiques à l'intérieur

- dans les milieux extérieurs susceptibles de rallier
front anti-impérialiste

jeunes, etc.

Tiers Monde.

Sur plan international voir que l'on s'achemine vers
situation nouvelle

depuis '50 existence de 2 puissances nucléaires majeures
les autres secondaires

apparition 3e puissance nucléaire majeure - Chine
poids et importance capitale.

Ces 3 puissances créent conditions différentes
utilisation des divergences et convergences

dès à présent préparation à cette situation.

.../...

D'où intérêt capital à rétablir unité intersocialiste possible ? difficile de répondre

certaines recherches et efforts cohérents - indispensable.

Pour aborder problème - partir série éléments.

Chine est-elle pays construisant socialisme
ou est-elle dans autre camp

pas de doute possible

construction du socialisme en Chine
dans ses propres conditions et selon ses méthodes
liées à ses traditions et ses problèmes.

Caractéristiques

- rôle de la paysannerie
- repliement sur elle-même avec conséquence
compter sur ses propres forces sur rapports extérieurs
- lutte contre stratifications bureaucratiques
- suprématie donnée à l'idéologie
- refus des incitants matériels, etc

explicables par conditions propres
par tentatives d'éviter certaines erreurs
constatées autre part.

Formes chinoises sont-elles justes ?

problème complexe

certaines choses justes
certaines manifestement erronées
certaines non déterminées voir résultats
correspondance avec réalités et possibilités.

Ne pas s'engager dans cette voie
liberté et non ingérence
recherches autonomes
utilité élargissement marxisme

objet possible de
discussions idéologiques pour
avancer sans plus.

problème deviendrait différent
si mesures conduisaient à retour
au capitalisme.

Voir à ce moment responsabilités à prendre
de la part du mouvement dans son ensemble

mais pas la question pour l'instant.

acceptation des divergences
des modes propres, etc.

Mais sommes en présence autre phénomène

Chine sort de son cadre propre.

- Conteste valeur orientations du mouvement communiste sur points
essentiels :

- coexistence pacifique

(tactique et non stratégie)

.../...

- mode de passage au socialisme
(violence nécessaire
révolution au bout du fusil)
- déstalinisation
- importance relative des composantes antiimpérialistes - rôle du Tiers Monde.
- Tend à s'élargir en modèle et en tête de file du monde socialiste modèle
partisans du parti chef (leurs positions antérieures)
- Intervient dans les affaires intérieures des partis
jusqu'à création courants scissionnistes.
- Portent l'attaque contre certains partis et pays
plus spécialement l'URSS
dont ils contestent le caractère socialiste qu'ils accusent de vouloir rétablir capitalisme.
- Emettent des revendications territoriales intersocialistes
allant jusqu'au recours à la force.
- Se refusent à toute espèce d'actions antiimpérialistes communes.

Orientation nationaliste et hégémonique prend le dessus et s'impose comme ligne directrice

d'où stratégie particulière
système d'alliance en cours
s'accentue avec politique rapprochement USA
pour faire pièce au Japon et exercer pression sur URSS.

Cette orientation conséquence de divers éléments

- force réelle
- isolement
- danger de l'exemple soviétique en fonction formes
adoptées du régime.
- erreurs commises vis-à-vis d'elle
spécialement par l'URSS
 - assistance
 - transformation stratégie atomique, etc.

bien que certains découlent situation objective,
par ex. : impossibilités assistance appropriée
nécessité coexistence pacifique, etc.

Nous ne pouvons soutenir Chine dans cette orientation
Nous ne pouvons pas établir équidistance entre
Chine et URSS - ni si celle-ci a certaines
reproches à se faire.

Devant importance problème

essayer faire quelque chose pour aider à surmonter
sur base : non ingérence interne
refus ingérence chinoise

- Soutenir entrée Chine à l'ONU contre théorie des 2 Chines.
 - Renouer relations Parti pour discussion
 - Examen avec d'autres P.C. Italien forme de bons offices
- avec comme perspective : front antiimpérialiste
- anti U.S.A.

Communiqué du Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique a pris connaissance avec satisfaction de la décision gouvernementale de nouer des relations diplomatiques entre la Belgique et la République Populaire Chinoise.

Malgré les divergences qui existent entre la politique du gouvernement de Pékin et les communistes belges, le Parti Communiste de Belgique n'a cessé d'oeuvrer pour la normalisation des rapports belgo-chinois. Il espère que la décision gouvernementale, bien que intervenue très tardivement, pourra contribuer à l'épanouissement des échanges politiques, économiques et culturelles entre les deux pays, et au renforcement des forces de la paix et de la coopération dans le monde entier.

Bruxelles, le 27 octobre 1971

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique.

Persmededeling van het Politiek Bureau der
Kommunistische Partij van België.

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België heeft met genoeg kennis genomen van de beslissing van de regering om diplomatieke betrekkingen aan te knopen tussen België en de Chinese Volksrepubliek.

Niettegenstaande de meningsverschillen die bestaan tussen de politiek van de regering van Peking, en de belgische kommunisten, heeft de Kommunistische Partij van België niet opgehouden te ijveren voor de normalisering der belgo-chinese betrekkingen. Zij hoopt dat de beslissing van de regering, alhoewel zeer laattijdig genomen, zal bijdragen tot de ontwikkeling van de politieke, economische en culturele uitwisselingen tussen de twee landen, en tot de versteviging van de krachten van vrede en samenwerking in de ganse wereld.

Brussel, 27 oktober 1971

Het Politiek Bureau der Kommunistische
Partij van België

Communiqué du Bureau Politique du
Parti Communiste de Belgique.

Le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique proteste contre l'arrestation de plusieurs dizaines de démocrates grecs, le 18 octobre dernier, par la junte militaire actuellement au pouvoir à Athènes.

Parmi eux se trouvent des dirigeants communistes tels que DRACOPOULOS CHARALAMPOS, secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Grec (Intérieur) et PARTSALIDIS DIMITRIS, membre du Comité Central. De nombreux membres du Front Patriotique (PAM), et d'autres organisations de résistance ont également été arrêtés et se trouvent aujourd'hui dans le plus complet isolement.

Le Parti Communiste de Belgique demande à tous les démocrates belges et à leurs organisations de se joindre à sa protestation. Il a chargé le député communiste Louis VAN GEYT d'intervenir auprès du Ministre belge des Affaires Etrangères, afin que celui-ci intervienne à son tour auprès du régime d'Athènes, dans le but d'obtenir incessamment la libération de tous les détenus politiques grecs.

Le Bureau Politique du
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 27 octobre 1971.

Persmededeling van het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van België.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België tekent protest aan tegen de aanhouding van verschillende tientallen Griekse demokraten, op 18 oktober laatstleden, door de militaire junta die heden het bewind in handen heeft te Atene.

Onder hen bevinden zich kommunistische leiders zoals DRACOPOULOS CHARALAMPOS, sekretaris van het Centraal Komitee der Griekse Kommunistische Partij (Binnenlandse) en PARTSALIDIS DIMITRIS, lid van het Centraal Komitee. Talrijke leden van het Patriotisch Front (PAM), en van andere weerstandsorganisaties werden eveneens aangehouden en leven vandaag in een volslagen afzondering.

De Kommunistische Partij van België verzoekt alle Belgische demokraten en hun organisaties haar protest bij te treden. Zij gaf opdracht aan de kommunistische volksvertegenwoordiger, Louis VAN GEYT, om tussen te komen bij de Belgische Minister van Buitenlandse Zaken, opdat deze laatste op zijn beurt zou tussenkomen bij het regime van Atene, met het doel zonder verwijl de bevrijding van al de Griekse politieke gevangenen te verkrijgen.

Het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van België.

Brussel, 27 oktober 1971.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 24 octobre 1971

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarade,

Le Bureau politique se réunira le
VENREDI 29 OCTOBRE 1971 A 10 HEURES.

A l'ordre du jour :

- Campagne électorale.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 29.10.1971

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Glineur, Levaux, Renard, Turf, Van den Branden, Van Geyt.

Excusé : Dussart.

- Campagne électorale

- Arguments

Insister encore sur attaques du bilan gouvernemental et sur le fait que nous sommes la seule véritable force d'opposition et de regroupement d'une opposition progressiste.

- Permanence centrale le 7/11 à 19 h.

- De Coninck, Drumaux, J. Terfve, Holender, Wagemans.

- louer 1 poste T.V. et prévoir 2 postes radio.

- Prochain C.C.

Le reporter au 4 et 5 décembre - rappeler dans la convocation qu'il y a encore d'autres élections après le 7/11.

- Prochain B.P. : mardi 9 novembre à 10 heures.

- Délégation au Congrès P.O.U. Polonais (du 6 au 11 décembre)

Terfve (déjà prévu) et R. De Smet ou à son défaut J. Withages.

- Bilatérale avec P.C.U.S. (du 5 au 12/1/72)

- maintenir la date - voir avec J. Terfve s'il peut y participer sinon prévoir son remplacement.

=====

EPHEMERIDES

du 1er septembre au 31 octobre 1971

1er septembre 1971

- Luittes sociales

- Annonce de fermeture des Grands Magasins de la Bourse pour le 30/9 alors que l'emploi avait été assuré au personnel jusqu'en mars 1972.
- Résolution Front Commun Enseignement pour la valorisation pécuniaire de la fonction, applicable à partir du 1.1.1972, pour une amélioration sensible des résultats des négociations des 12 mai et 25 juin.

- Institutions

- Conseil communal d'Uccle se prononce en faveur de l'installation de conseils culturels à Bruxelles.
- Jos Van Eynde (Volksgazet 1/9) : pour les conseils culturels à Bruxelles.

- Expansion économique

- Députation permanente de Liège demande au gouvernement de sortir au plus tôt l'arrêté circonscrivant les zones de développement et d'y procéder en tenant compte des 4 critères légaux.

- International

- Le Japon demande aux Etats-Unis la suppression de la taxe de 10 %.
- Conseil OTAN et accord sur Berlin :
 - de source atlantique bien informée : "on s'attend à ce qu'au plus tard en décembre, les ministres des Affaires Etrangères OTAN donnent le feu vert pour que s'engage la préparation multi-latérale de la Conférence sur la Sécurité européenne.
- Appel de Paul VI pour le rétablissement paix en Ulster.
- Procès de Marrakech : les avocats refusent de plaider en guise de protestation contre le réquisitoire qui ne tient aucun compte des débats et réclame 49 peines de mort.
- Arrivée à Paris de M. Porter, nouveau chef de la délégation Etats-Unis à la conférence de Paris, un spécialiste de la "pacification".

- Finances

- Réunion Commissions Finances (Chambre et Sénat) par le Ministre Snoy : l'accord monétaire Benelux fonctionne bien.

Un comité ministériel a été créé pour mettre au point et aménagement sélectif de la taxe à l'exportation née de la TVA.

En instituant la surtaxe de 10 % sur les importations, les Etats Unis veulent aboutir à un "burden share" (partage des charges) impliquant une revision des crédits militaires au niveau du pacte atlantique.

2 Septembre 1971- Luttés sociales

- Grève de 900 mineurs au charbonnage du Hasard à Micheroux.
- ACEC Charleroi : nouvelles discussions sur l'avenir du personnel de l'ancienne câblerie des ACEC.

- International

- Bucarest : visite des secrétaires fédéraux du PSB en Roumanie, invités par C.C. du P.C.R.
- La Fédération arabe est plébiscitée.
- Dévaluation du rouble par rapport aux monnaies occidentales sauf par rapport au dollar et au franc français.
- **La Suisse a décidé de reconnaître diplomatiquement le Nord-Vietnam** mais ne procédera pas encore à l'échange d'ambassadeurs.

3 Septembre 1971- Luttés sociales

- Le Front commun Services publics décide de nouvelles démarches auprès du gouvernement pour la poursuite des négociations pour la programmation finale dans le secteur public (au plan général et sectoriel).

- Expansion et investissements

- Mons : le collège échevinal critique sévèrement le plan quinquennal des investissements publics (inclus dans projet 1034). De nombreux équipements et infrastructures dont la mise en chantier avait pourtant été annoncée publiquement n'ont pas été repris dans le projet de plan.

- International

- Signature des accords de Berlin par les ambassadeurs 4 grandes puissances. Ils n'entreront en vigueur qu'après la conclusion des négociations inter-allemandes sur les modalités d'application.
- Relations P.C. Chinois et P.C. Espagnol : selon Radio Europe Libre, les 2 partis auraient décidé de rétablir des relations entre eux.

4 Septembre 1971- Luttés sociales

- Régie d'électricité à Anderlecht : le Front commun CGSP-CCSP mène campagne pour préserver la régie et s'opposer à la cession à une société mixte. Simonet proteste.

- P.C.

- Fête 50e anniversaire D.R.

- Communautaire

- Vlaamse Volksbeweging distribue des tracts à Bruxelles contre l'instauration liberté père de famille.

- International

- Londres : rapport annuel de l'Institut International d'études stratégiques sur l'équilibre des forces 1971-72 : déséquilibre numérique en faveur du Pacte de Varsovie mais d'autres facteurs entrent en ligne de compte pour compenser l'infériorité de l'OTAN.
- Affaires Etrangères : Vietnam : question du député V. Larock au Ministre Harmel : Belgique devrait entretenir avec Hanoi des relations sinon officielles à tout le moins officieuses.

5 Septembre 1971

- Communautaire

- FDF-RW réuni à Namur : se prononce contre l'installation conseils culturels à Bruxelles; propose Namur comme siège du Conseil culturel francophone - décide une réunion publique à Bruxelles en octobre pour s'opposer à l'offensive flamande qui se développe contre la capitale.
- Volksunie confirme son opposition au rétablissement liberté de père de famille à Bruxelles et demande une sous-nationalité néerlandophone ou francophone de la langue correspondant au choix initial de chacun.

- International

- Réunion des dirigeants socialistes des pays d'Europe à Salzbourg.
- Le Caire : neuf peines de mort requises contre les anciens compagnons de Nasser.

6 Septembre 1971

- Luttes sociales

- Seraing : grève à la Fonderie de l'Espérance-Cockerill pour protester contre décision de fermeture (140 grévistes).
- Charbonnage Hasard à Micheroux : poursuite de la grève - le pré-accord rejeté à une forte majorité.
- Cheratte : résolution Conseil communal : pour une conférence économique et sociale de la province de Liège.- demande au C.E.P.L.I. d'en prendre l'initiative.
- Services publics : première reprise de contact du Front commun services publics et le gouvernement. Décision de revoir les problèmes par secteurs.
- Communautaire
 - Fourons : le député CVP De Serano déclare qu'à son avis le groupe CVP de la Chambre n'approuvera pas le projet gouvernemental sur les Fourons.
 - Dans Le Rappel Pol Van Dromme proteste contre un éventuel refus par le CVP d'accepter le projet sur les Fourons - ce serait la rupture, avec le PSC.

- International

- Bureau PSB annonce qu'une importante délégation du parti, y compris les 2 présidents, va se rendre en Roumanie (du 28 septembre au 2 octobre) - composition : Van Eynde, Leburton, G. Mathot - sénateurs : Ramaekers et Dujardin - député Claes et Sweert, membre du Bureau.
- Visite belge en RDA : une délégation officielle de la Commission du commerce extérieur du Sénat, conduite par le sénateur R. De Keyzer séjourne en RDA - elle aura des contacts avec des membres du gouvernement.
- Uruguay : plus de 100 Tupamaros s'évadent d'une prison de Montévidéo.
- Grande Bretagne et Marché Commun : le Labour party rejette les conditions d'entrée au Marché commun acceptées par les conservateurs mais reste partisan de l'adhésion.
- Communiqué bilatéral PC Français et Bulgare.

7 Septembre 1971

- Luttes sociales

- Grève dans l'Usine Henricot à Court St-Etienne sur classification de salaires.
- Obourg : arrêt de travail d'une heure en guise de protestation contre menaces pour l'avenir de l'entreprise.

- Projet de loi sur chômage

- Bureau CSC : sur projet L. Major (chômage) : exige une augmentation indemnités de chômage; s'oppose énergiquement aux sanctions draconiennes proposées par Major.

- Communautaire

- Fourons : dans Volksgazet Van Eynde s'élève contre position Serano (pas de vote du projet).

- Expansion

- FGTB Mons : insiste sur l'accélération des travaux d'infrastructure et réclame la création de 1.000 emplois par an pour le Borinage.

- International

- Départ délégation parlementaire belge à Moscou.
- Communiqué PC Espagnol et Roumain.
- W. Brandt invité en URSS en septembre.
- OTAN-Bruxelles. Réunion des Vice-Ministres des Affaires Etrangères de l'OTAN les 5 - 6 octobre pour discuter de l'évolution situation internationale (Conférence Sécurité européenne).
- Procès de Marakech : les A.G. des Universités de Liège et Bruxelles protestent.

8 Septembre 1971

- Luttes sociales

- CSC dresse bilan des revendications des travailleurs secteurs public et privé : - évolution des prix; - réformé de l'index (proposition syndicale rejetée par gouvernement et employeurs); - répercussions problèmes monétaires; - accord social interprofessionnel; - démocratie économique; - revalorisation fonction publique (refus principe "enveloppe globale").
- Accord chez Caterpillar.
- FGTB : De Bunne : il faut accélérer la démocratisation de l'économie.
- Poursuite grève chez Safak à Sclessin (200 ouvriers depuis le 17 août). Si les démarches entreprises auprès des patrons échoueraient, toutes les entreprises de Sclessin (6.000 travailleurs) se solidariseraient en commençant par un arrêt de travail d'une heure (réalisé le 10/9).

- Finances

- Commission commerce extérieur Parlement : Snoy : de toutes façons, en fin d'année la taxe à l'exportation ne sera pas renouvelée.

- Procès Marakech

- PCB : envoi télégramme au Président Tribunal Marakech pour réclamer acquittement et libération des détenus.
- La FGTB annonce le prochain Congrès statutaire fixé au 22-23 et 24 janvier 1972.

- International

- Marché Commun : le Congrès des syndicats britanniques se prononce massivement contre entrée Grande Bretagne dans le Marché commun, aux conditions actuelles.
- L'URSS transmet à l'ONU une proposition de conférence mondiale sur désarmement à tenir sous égide ONU.
- Genève - Conférence pour le désarmement.

L'URSS s'explique sur le rejet de la proposition canadienne d'un accord partiel sur l'interdiction des essais nucléaires souterrains (réduction du nombre) sans être partisans du "tout ou rien". Ces mesures transitoires et illusoire ne créent pas les conditions permettant une réelle interdiction.

- Egypte : licenciements après la grève au complexe industriel d'Helouan.
- Réunion des gouvernements des 5 pays nordiques : appui à l'entrée de la R.P. Chine à l'ONU (lors prochaine assemblée générale ONU).
- Malte à l'OTAN : Le Conseil permanent de l'OTAN, par l'entremise de la Grande Bretagne a proposé de relever d'un million de livres sterling la location des installations militaires de Malte.

- Communautaire

- Entrevue Eyskens-Descamps :
 - Fourons : gouvernement tiendra ses engagements
 - pacte culturel : attendre la désignation des représentants PSB et Descamps rappelle l'échéance du 1er décembre.
- Le PLP a introduit un recours au Conseil d'Etat au sujet des nominations prévues par le Min. Economie rég. au Conseil économique wallon.

- 9 Septembre 1971

- Luttes sociales

- Fin du conflit à Caterpillar.
- Occupation symboliques de la RTB par des architectes pour protester contre l'ambiguïté actuelle de leur statut (TVA).
- Seraing ; Fonderie de l'Espérance : préaccord : pas de départ jusqu'au reclassement global à 100 %.
- Charleroi (Dampremy) grève à l'entreprise Cornez-Delacre (60 ouvriers) pour non respect de l'accord susalaires.
- Menace d'arrêt de travail à l'entrepôt des douanes à Charleroi (gare du Sud) : non respect des règles élémentaires d'hygiène (pas d'enlèvement des immondices) - après mise en état des lieux, la décision en a été annulée.
- Front Commun CGSP Enseignement annonce pour le 29 septembre, les E. Généraux des enseignants, pour la structure à la base du nouveau front commun syndical.
- Reprise travail au charbonnage Hasard à Micheroux.

- Finances

- Taxe à l'exportation : Décision gouvernementale : réduction sélective à partir 1/10 à 1% pour les industries qui exportent plus de 5 % de leur production vers les USA et à 0,5 % pour celles qui exportent plus de 15 %.

- Economie

- Mise en faillite de la S.A. "Le Lynx" (commerce de gros en alimentation...).
- Evolution situation économique (à fin août): avis ministère Affaires étrangères : tendance au ralentissement de l'activité économique observée dans la C.E.E. n'épargne pas la Belgique où la progression de la production industrielle se poursuit mais à un rythme moins élevé qu'auparavant. Comparée à la situation économique d'autres pays, celle de la Belgique peut être considérée actuellement comme favorable. Elle pourrait cependant devenir préoccupante si la situation monétaire mondiale ne s'améliorait pas rapidement et si les mesures protectionnistes américaines étaient maintenues longtemps.

- Défense nationale

- le Ministre Hanin (membre du Conseil communal) annonce le projet d'installation d'une base militaire à Marche.

- Siège des Conseils Culturels
 - M.A. Pierson (Soir 10/9) se prononce en faveur de Bruxelles.
 - idem pour le bureau de la fédération des mandataires provinciaux et communaux PSC-CVP de l'agglomération bruxelloise.
- Elections
 - Grand Mons : la députation permanente du Hainaut invalide les élections.
- Institutions
 - Siège des Conseils Culturels : Déclaration du Ministre F. Dehousse : "L'autonomie suppose la non-intervention du gouvernement, mais comme sénateur wallon, il votera en faveur de Namur.
- Chômage
 - Projet Major : la Commission sociale de la FGTB de Liège l'estime inacceptable s'il n'est pas amendé (s'oppose à toute aggravation de sanctions).
La CSC de Liège s'oppose au projet.
- International
 - Vietnam : les USA envoient de nouvelles troupes pour participer aux combats sur le front Nord.
 - Rétablissement service télégr. direct entre Pékin et Washington.
 - Rogers demande au Congrès un crédit d'aide militaire - 80 millions de dollars pour la Grèce.
 - Chine : L'Agence Chine nouvelle qualifie l'accord sur Berlin de "marchandage sans scrupules de la part de l'URSS au détriment RDA".
 - Arrivée en Belgique d'une délégation des syndicats soviétiques invitée par la CSC.

10 Septembre 1971

- Politique intérieure
 - Van Eynde (Volksgazet 9/9) : il y a des problèmes prioritaires pour le gouvernement mais ce ne sont pas les questions communautaires.
- Economie
 - Conseil national de la Confédération de la construction : exprime des inquiétudes au sujet du développement de la construction dans le privé (réduction de 30 % par rapport à 1970) - à défaut de mesures urgentes à prendre par le gouvernement (pour les prêts) la construction risque une crise grave.
- Luttes sociales
 - Privatisation régie d'électricité d'Anderlecht :
 - prise de position comité exécutif régionale FGTB Liège : s'opposera à toutes tendances vers la privatisation.
 - Bureaux exécutifs des Jeunes socialistes et Jong Socialisten : se déclarent solidaires CGSP d'Anderlecht.
 - Section locale PC Anderlecht : distribution d'un tract.

- International

- Angela Davis : le comité belge a décidé d'envoyer un observateur judiciaire au procès.
- Tchécoslovaquie : Husak annonce des élections législatives et municipales pour fin novembre.
- Le Comité exécutif du Conseil de l'Union interparlementaire a repoussé la demande d'affiliation de la R.D.A.
- PCF réproouve le procès du Caire.
- Initiatives diplomatiques soviétiques :
 - visite de Brejnev en Yougoslavie et France
 - visite de Podgorny : RD Vietnam
 - visite de Kossyguine : Algérie - Canada - Danemark - Norvège
 - Invitation en URSS de Brandt et Barzel (chef opposition démocrat.).
- Proposition ONU pour Conférence mondiale sur désarmement.
- Décès de Krouchtchev : déclaration de M. Drumaux.

- 11 Septembre 1971

- Luttes sociales

- Charleroi : rég. FGTE : colloque sur le contrôle ouvrier (introduction: prof. D. Chauvey -CFDE - présence G. De Bunne.
- Chômage : étude de l'ONEM : la 1/2 des chômeurs sont concentrés en Wallonie et Liège est le centre le plus touché.

- Commerce extérieur

- Commerce avec RDA : sénateur socialiste De Keyser, président délégué. Sénat en visite en RDA, déclare que la délégation apportera son appui à la conclusion à bref délai d'un traité commercial Belgique-RDA et l'installation d'une mission commerciale officielle belge à Berlin Est.

- Institutions

- Publication de l'A.R. portant composition du Conseil économique rég. flamand (60 membres qui devront encore en coopter 5 ou 10).
- Crise monétaire internationale : entretiens nippon-américains : les Etats-Unis maintiennent leur exigence de réévaluation du yen.

- 12 Septembre 1971

- Luttes sociales

- Charleroi : assemblée gén. rég. SETCA : Déclaration Pirsoul :
"La gauche du pays doit obligatoirement faire une union solide, surmonter ce qui la divise encore entre croyants agnostiques et athées, socialistes et communistes de diverses tendances.
(Journal Charleroi du 9/9/71).

- Communautés

- Congrès de l'Association des mandataires nationaux flamands : rejettent toute solution basée sur arrondissements et cantons - exigent le retour de Comines et Mouscron à la Flandre occidentale.

- Intérieur : fusion de communes
 - R.W. de Charleroi propose la fusion de Charleroi-Ville avec une série de communes environnantes de manière à constituer une ville de 180.000 habitants.
- Elections Mons : Courneson, 1er échevin PSC Ville de Mons, se présentera aux nouvelles élections sur la liste "Mons an 2000".
- Ministère Santé et Logement
 - Ministre Breyne annonce la construction de 20.000 logements sociaux pour 1975.
- International
 - Le Japon déclare ne pas patronner la résolution américaine à ONU visant à maintenir une représentation de Formose à l'ONU.

13 septembre 1971

- Résolution B.P. sur le procès du Caire : après la répression sanglante contre les communistes au Soudan, et le procès de Marrakech, le procès du Caire ne peut que réjouir les ennemis de la cause arabe. La réelle solidarité du PCB avec les peuples arabes ne restera pas aveugle et réproouve les développements de la situation au Caire.
- International
 - Déclaration délégation belge du Sénat en RDA : souhaite rencontres d'urgence à l'échelon le plus élevé de fonctionnaires des Affaires étrangères des 2 Etats pour arriver à la conclusion d'un accord commercial - souhaite l'établissement de missions commerciales dans les 2 pays.
 - Massacre de mutins dans la prison U.S. d'Attica.
 - Bureau PSB estime le moment venu d'établir des relations diplomatiques entre Belgique et Chine de Pékin.
 - crise dollar : réunion Min. Finances des 6 - accord entre eux pour proposer aux tiers : dévaluation dollar - réévaluation autres monnaies - suppression par U.S.A. de la taxe de 10 % à l'importation.
- Institutions
 - Bureau PSB : l'implantation des conseils culturels doit être vue d'un contexte dans lequel figurent les autres problèmes constitutionnels et communautaires, c.à.d. demande la globalisation problèmes communautaires.
- Intérieur
 - Ministre Cools (à l'inauguration du centre culturel d'Oupeye) annonce une augmentation de 21 % du Budget 1972 pour les communes (= 3,5 milliards de francs).
- Economique
 - Les ateliers de Construction de la Meuse (800 personnes) à Sclessin passent sous la direction des Ateliers H.M.S. (Heuze, Malvé et Simon réunis) qui viennent d'y acquérir 51 % des actions.

14 septembre 1971

- International

- New-York Times annonce un accord entre URSS et USA visant à empêcher qu'un accident nucléaire ne dégénère en holocauste.
- La Finlande envisage d'établir des relations diplomatiques avec les deux Allemagnes - consultera ses partenaires nordiques - Bonn est réservé.

- Finances gouvernement et Budgets 1972

- Le trou du budget serait d'environ 30 milliards (selon la Nouvelle Gazette de Charleroi) - on prête aux socialistes le projet de taxation des capitaux pour trouver une solution.

- Crise du dollar : organisation d'une série de conférences-débat par P.C.B. (Drumaux - Joye).

- Economique

- ACEC-Westinghouse : la direction Westinghouse annonce la mise en place d'un gros centre d'ordinateurs en Europe et envisage à cet effet de développer le centre existant aux ACEC Charleroi.

- Institutions

- Siège du Conseil culturel francophone : le Conseil communal de Liège se prononce en faveur de Namur.

- Luttes sociales

- FGTB Liège : contre la privatisation - appui total aux secteurs visés.
- Elections communales : Diest : le PSB introduit recours auprès Conseil d'Etat contre la répartition sièges à Diest.

15 septembre 1971

- Dépenses publiques

- Pullinck au nom FIB demande réduction dépenses publiques - selon lui celles de la Belgique sont les plus élevées du Marché commun.

- Chômage : contre le nouveau projet Major, Comité National CSC se prononce en faveur du forfait et en attendant demande que l'indemnité soit portée au 1er octobre à 265 Fr. pour le chef de famille.

- Economique

- Production sidérurgique : (dans la CEE) : niveau le plus bas depuis 5 ans (effets de la crise dollar).

- Luttes sociales en Belgique

- de janvier à avril : 346.000 journées de grève (75 grèves - 105 entreprises - 44.000 ouvriers).

- International

- Madrid : grève de 25.000 ouvriers du bâtiment et grève de protestation contre meurtre d'un ouvrier par la police.

16 septembre 1971

- Luttes sociales

- Fin de la grève chez Safak : l'ouvrier renvoyé est réintégré.
- Gand : poursuite grève chez "Johns Manville" (entamée il y a 7 semaines) pour revendications salariales.
- Secteur Postes : refuse de résuivre ses revendications.
- Arrêt de travail d'un jour aux Etablissements Pelerin à Courcelles. (Un accord interviendra le 21/9).
- Licenciements massifs chez Burroughs à Manage (33 employés - sous prétexte de nécessité de rentabilité de l'entreprise).
- Finances : Communiqué mensuel du Ministère : recettes fiscales (TVA et assimilées) dépassent de plus de 3 milliards les recettes de 1970, pour les 8 premiers mois de 1971 (Libre 16/9/71).

- Contentieux gouvernemental :

- (Wallonie 16/9) : "Ce serait une duperie de plus si le gouvernement disparaissait maintenant sans avoir donné les pouvoirs aux régions, ... sans rendre justice aux Fourons mais en accordant aux Bruxellois néerlandophones la parité au collège de leur agglomération. Et cette duperie ne serait pas, en Wallonie, un bon agent électoral".

- Commerce extérieur

- Visite du prince Albert en Yougoslavie à la tête d'une délégation économique comprenant Min. Commerce Extérieur.

17 septembre 1971

- Budgets

- Budget 1971 : Déclaration Eyskens : sera clôturé en boni.

- Affaires économiques

- MBLE division d'Evere : secteur "mécanique" frappé de chômage (150 ouvriers sur les 600 de l'entreprise) malgré le contrat de progrès signé entre l'entreprise et Leburton en vertu duquel l'Etat s'est engagé à passer à MBLE la 1/2 de ses commandes en ordinateurs.
- Conférence Parti sur crise dollar Liège : Drumaux et P. Joye.
- Résolution B.P. : précise les objectifs du P.C. au moment de la reprise politique.

- International

- La Chine à l'ONU : déclaration de Nixon en faveur de l'entrée de la Chine Populaire au Conseil de Sécurité (ce qui implique éviction de Taïwan) - mais maintien de Taïwan à l'assemblée générale.
- Déclaration Ministère Affaires Etrangères Belge : les informations (de Tokyo) selon lesquelles la Belgique et la Chine établiraient des relations diplomatiques sont prématurées. Dans l'état actuel des choses, il n'en sera pas ainsi.
- Entretiens Brejnev - Brandt en Crimée.

18 septembre 1971

- P.C.B. : Réunion des fédérations du Hainaut du P.C. à Mons : rapport de Drumaux et discussion sur la coordination des activités du Parti dans la province et confrontation des programmes régionaux - élaboration d'un programme d'action à court terme. Rapport des conseillers provinciaux - U. Coussement et N. Dinant-sur bilan de la collaboration socialiste-communiste à la direction de la province.
- Affaires économiques : prix
 - Selon le Ministre Cools, la hausse des prix en 1971 ne devrait pas dépasser 6 %.
- Communautés
 - Manifestation à Hasselt par la Volksunie en faveur des Fourons (environ 80 personnes conduites par les parlementaires et conseillers communaux).
 - Résolution CVP-Jongeren : le gouvernement doit régler définitivement les problèmes communautaires pendants. Les problèmes économiques et sociaux sont préoccupants et exigent la préparation d'un programme global.
- Caisse Nationale du crédit professionnel : l'ancien Ministre PSC Wigny remet son mandat de parlementaire et est nommé président de la caisse.
- Logement
 - L'Institut Nat. logement estime que les besoins en logements nouveaux se montent en moyenne annuelle à 71.000 en Belgique. Il faudrait un accroissement annuel de la production d'environ 20.000 unités.

20 septembre 1971

- Luttes sociales
 - Seraing : manifestation des ouvriers Fonderie Espérance.
 - Herstal : Grève chez Kraft (170 ouvriers).
 - 3e semaine de grève chez Henricot à Court St-Etienne.
- Crise monétaire internationale
 - Réunion ministres affaires étrangères des 6 : sur les récentes mesures américaines : Proposition Malfatti (président commission européenne) : préférer aux mesures de rétorsion des mesures de compensation à l'intérieur de la Communauté (apparemment aides transitoires au niveau sectoriel et ce malgré 100 milliards de mévente actuelle. Donc pas de guerre commerciale avec les Etats-Unis.
 - Déclaration Harmel : les problèmes économiques doivent être reliés à des probl. polit. - pour lui aussi pas de guerre écon. avec les E-U.
- Crise gouvernementale
 - Communiqué du groupe de travail du PSB : Pour le siège des conseils culturels, il propose la réunion des commissions parlementaires de révision de la Constitution avant le 1er décembre, pour que des éclaircissements soient données aux Conseils culturels - les institutions économiques décentralisées doivent se trouver dans les régions.

21 septembre 1971

- Crise gouvernementale

- Le Rappel (Paul Van Dromme) : "Le gouvernement doit continuer - il lui est interdit de céder la place avant d'avoir réglé les Fourons, les sièges des conseils culturels et le pacte culturel.
- Sièges des conseils culturels : "Le Soir" du 23/9 : lâche le FDF et se prononce pour Bruxelles.

- Economie régionale

- Inauguration à Heppignies par les Ministres Delmotte et Harmegnies de l'usine Beecham (Grande Bretagne) (produits pharmaceutiques) - investissement : 500 millions.

- Pacte culturel

- Résolution B.P. du P.C.B. : le PC prêt à contresigner texte pré-accord culturel - il combattra les principes qui n'ont favorisé que les courants philosophiques et politiques des milieux au pouvoir.

- International

- Ouverture Assemblée gén. ONU : entrée 3 nouveaux membres : Bhoutan (Asie) Bahrein et Oman (ce qui porte à 130 le nombre d'Etats membres).

22 septembre 1971

- Chômage : Projet Major

- Com. Nat. FGTB : favorable à des allocations de chômage proportionnelles mais aussi à l'instauration d'un taux minimum.
- Com. rég. FGTB Liège contre aggravation des sanctions et pour une augmentation substantielle et immédiate des indemnités - non à l'allocation proportionnelle sans taux minimum - non à une allocation réduite à 40 % salaire à partir 2e année.

- Conseils culturels

- Ministre De Saegher se prononce pour l'implantation des conseils culturels à Bruxelles et à Namur.

- Luttes sociales

- Grève aux chantiers Boël à Tamise.

- Crise monétaire internationale

- RFA met fin au flottement intégral du Mark - La Banque Centrale d'Allemagne rachète des dollars.

- International

- Discours du roi Baudouin à Vienne : Belgique partisan d'une conférence sur sécurité (des événements récents pourraient en rapprocher l'échéance) et de la réduction réciproque des armements.
- Pékin annonce l'annulation du défilé du 1er octobre.
- Visite Brejnev à Belgrade - confirme la permanence de la déclaration soviétique de 1955 sur les relations URSS - Yougoslavie.

23 septembre 1971

- Crise gouvernementale

- La réunion du Conseil des Ministres et des partis majorité n'a pu avoir lieu, le PSC-CVP refusant de s'y rendre suite à l'article de Leburton paru dans le Pourquoi Pas.

- Luttes sociales

- Appel de la SETCA du Centre contre les licenciements d'employés dans le zoning de Seneffe (Burrough et Don International) entreprises subsidiées - réclame plus de pouvoirs au sein des conseils d'entreprise.
- Poursuite grève Johns Mansville à Gand.

- International

- Guerre Vietnam : le capitaine Medina, responsable massacre My Lai est acquitté par le tribunal militaire des Etats-Unis.
- Elections législatives au Danemark : échec du gouvernement de centre-droit - avance socialiste.
- Chine à l'ONU : la proposition américaine tendant à grouper sous une même rubrique les résolutions "rivaless" sur la Chine a été rejetée par le Bureau de l'Assemblée générale.
- La Grande Bretagne décide d'expulser plus de 100 diplomates soviétiques sous prétexte d'espionnage. Protestation de l'URSS. Le gouvernement Heath convoque la réunion au "sommet" des services secrets des pays du pacte atlantique patronnée par l'Intelligence Service.

24 septembre 1971

- Crise gouvernementale

- Roi prononce la dissolution des Chambres mais le gouvernement ne démissionne pas - nouvelles élections législatives et provinciales fixées au 7/11 - élections pour Conseil d'agglomération au 21/11 (en fait seulement à Bruxelles. La prochaine législature ne sera pas constituante.

- Luttes sociales

- Arrêt de travail à Priba Liège.

- Siège des Conseils culturels

- Conseil Comm. de Namur se prononce pour l'installation du conseil culturel à Namur.

- International : - crise économique aux Etats-Unis.

- Nixon annonce le blocage des salaires au-delà du délai de 90 jours fixé primitivement et de la surtaxe sur les importations même si cela ne plait pas à nos amis.

25 septembre 1971

- Congrès Travailleurs Bâtiment FGTB.
- Elections
 - PSC-CVP se mettent d'accord pour défendre même programme.
 - Résolution B.P. : le gouvernement s'est arrogé en fait des pleins pouvoirs et veut avoir mains libres pour appliquer après les élections des mesures réactionnaires.
- International : Moyen Orient ONU
 - Conseil de Sécurité de l'ONU condamne la politique d'Israël à Jérusalem et lui enjoint d'y renoncer - Israël refuse.
 - Chine : Déclaration Pékin (Quotidien du Peuple) sur entrée Chine Populaire à l'ONU ; c'est tout à fait hors de question si Formose n'est pas exclu de l'organisation.

27 septembre 1971

- Le PC s'adresse à Eyskens et Cools pour demander l'application immédiate de mesures de démocratisation de la campagne électorale.
- Réunion gouvernement + partis majorité : selon Eyskens, le gouvernement poursuivra ses activités puisqu'il n'est pas démissionnaire.
Déclaration Leburton : Bureau BSP : il ira aux élections les mains libres.
- Elections
 - Déclaration Simonet : pour le Rassemblement Progressistes, le BSP devrait surtout demander à tous de voter pour lui.
 - CVP refuse de s'engager sur paquet communautaire.
- International
 - Conférence sur Sécurité européenne : de source finlandaise, l'URSS n'exigerait plus à l'ordre du jour conférence, la réduction mutuelle des armements.
 - Guerre Vietnam : l'aviation américaine continue la guerre chimique : des produits chimiques épandus sur régions du Delta.

28 septembre 1971

- Elections
 - Pas d'adaptation des sièges (selon article 49 Constit.) le recensement 1970 pas encore publié.
 - Déclaration Struye : à partir du 1er novembre, certains budgets ne seront pas approvisionnés - (budget Travaux publics vient seulement d'être déposé).
 - L'Indépendance de Charleroi (J. Guyaux) : futur gouvernement ressemblera comme un frère à l'actuel.
- Problèmes économiques
 - Fédération Liège du PC : conférence de presse de M. Levaux : sur diminution emplois dans sidérurgie liégeoise et décision de lancer campagne pour nationalisation sidérurgie dans la région.

29 septembre 1971

- Elections

- Wallonie 29/9 : "l'affrontement communautaire est inéluctable - le pays devra en tous cas se prononcer sur l'étendue des pouvoirs à accorder en vertu 107 quater. En Wallonie, les partis majoritaires invoqueront la menace d'une crise.

- Pacte culturel

- PLP refuse de siéger avec le gouvernement - refus V.U. et R.W. - le PSC propose une réunion des partis en dehors du gouvernement - le PC confirme sa présence et fera connaître la portée de sa participation dans circonstances actuelles.

- Luttes sociales

- Négociations dans services publics : déclaration Hamont (Président Nat. CGSP) : d'accord pour signer un pré-accord intersectoriel au plus vite mais pas à n'importe quel prix.

- International

- Cardinal Minzenty quitte la Hongrie pour Rome.
- Conférence Désarmement à Genève : accord sur le texte définitif d'un projet de convention sur l'interdiction des armes biologiques. Le texte prévoit aussi la destruction de toutes les armes biologiques existantes.
- Mme Fleming condamnée à 16 mois de prison. Le BP avait adressé un télégramme de protestation.

30 septembre 1971

- Elections

- Wallonie (28/9) : Gouvernement devait régler problèmes communautaires - ce qu'il a fait est appréciable - s'il n'a pas fait davantage c'est la conséquence des manoeuvres CVP et PLP.
- Bureau fédéral R.W. : le gouvernement n'a réglé les problèmes des services publics que par électoralisme.
- Journal de Charleroi (Guyaux) : Le prochain gouvernement devra régler le 107/4. La Wallonie n'acceptera pas les critères proposés par Vlerick pour l'aide de l'état aux régions. Wallons n'ont pas à se plaindre de ce qui a été fait les 3 dernières années.
- Le CVP propose de fixer la propagande électorale dans des mesures raisonnables, c.à.d. en proportion de l'importance numérique des partis.
- Socialistes bruxellois suggèrent le dépôt d'une liste commune des bourgmestres pour les élections des Conseils d'agglomération.

- Finances

- La Chambre syndicale du commerce automobile demande au gouvernement de diminuer la TVA pour l'aider à surmonter la crise qui le frappe.

- Economie

- Fusion Inno-Bon Marché et Priba.
- Publication A.R. prévoyant réduction taxe à l'exportation sur une série de produits.

- Enseignement Renové

- Manifestations des élèves des Athénées d'Uccle et d'Etterbeek pour protester contre la fusion de classes.

- Luttes sociales

- Revalorisation fonction publique : réunion gouvernement et Front commun 29/9 - le gouvernement prêt à réaliser un accord mais pas à n'importe quel prix - les négociations par secteur vont commencer.
- Délég. synd. des Gobeleteries manuelles (régions du Centre et Mons) se sont adressées au gouvernement pour demander de sauver l'emploi menacé et connaître mesures envisagées par le gouvernement.
- ACEC Charleroi : signature d'une nouvelle convention pour la sécurité d'emploi à la câblerie ACEC de Charleroi.
- Grève d'un jour aux entreprises Pouleur du chantier Hainaut Sambre à Couillet (mesures d'hygiène) - dépôt préavis grève par CSC qui deviendra effective le 8/10 en cas d'échec des négociations.

- Pacte culturel

- première réunion de discussion sur pacte culturel (PSB-PSC-CVP + PC) - remise d'une résolution par PC expliquant sa participation. Les partis présenteront à la prochaine réunion leur plan pour un pacte culturel.

- International

- Procès d'A. Davis reporté au 1er novembre.
- M. Brosio, secrétaire général OTAN : l'accord des 4 sur Berlin et l'espoir d'une négociation sur la réduction mutuelle des forces en Europe nous ont déjà coûté cher.
- Réunion Min. de l'Agriculture du Marché commun : Déclaration du Min. de la RFA : Bonn entend abroger les prix agricoles communs - la suspension unilatérale par la RFA est dès maintenant à l'ordre du jour.
- ONU : Gromyko demande pour 1973 l'organisation d'une conférence mondiale sur désarmement à organiser de préférence hors Nations Unies.

1 octobre 1971- Luttes sociales : services publics

- Pré-accord dans le secteur "Postes. Les représentants syndicaux en référeront aux synd. mardi le 5/10.
- Grève spontanée soutenue par délég. syndicale FGTB des 360 travailleurs de l'atelier de construction soudée des ACEC de Charleroi en guise de solidarité avec les travailleurs handicapés qui se sont vus refuser un travail léger, disponible.
- Grève chez les fondeurs de Cockerill (150) pour protester contre menace de fermeture de la fonderie.
- Economique : fermeture définitive du charbonnage de la Grande Bacnure à Herstal; il n'y a plus que 6 charbonnages en activité dans le bassin.
- International : Luns est entré en charge comme secrétaire gén. OTAN.

2 octobre 1971- Communautés

- Bureau féd. MPW : le CVP a rompu les engagements pris sur Fourons, le pacte culturel et la régionalisation économique. Demande aux candidats aux élections de s'engager sur application du 107/4 - sur une seule société de développement régional pour toute la Wallonie.
- "Wallonie Libre" déclare soutenir les candidats favorables à un Etat wallon.

3 octobre 1971- Elections

- De Bunne au Congrès de la Féd. nationale des pensionnés socialistes: objectif FGTB une pension de 7500 Fr.
- CC du PCB : résolution sur lancement campagne.

- International

- Envoi au PCF télégramme félicitations à l'occasion 75e anniversaire de J. Duclos.
- Déclaration du porte-parole du gouvernement RFA : si les traités signés avec l'Est n'étaient pas ratifiés, de nouvelles élections législatives pourraient avoir lieu.
- R. Barzel élu président CDU, en remplacement de Kiesinger.
- Manifestation à Paris en faveur d'A. Davis (60.000 participants).

4 octobre 1971- Luites sociales

- CGSP-Borinage contre la privatisation - prêt à répondre à tout mot d'ordre venant de l'org. syndicale.
- Poursuite grève chez Kraft à Herstal.

- Siège conseils culturels

- Cons. Communal Bruxelles-ville : FDF quitte la séance, refusant de se prononcer en faveur de la capitale pour le siège des institutions culturelles.

- Affaires économiques

- Prix : pétroliers ont introduit une demande de hausse en commission des prix.

- International

- Elections Sud-Vietnam : Gén. Van Thieu obtient 91,5 % des suffrages mais de sanglantes luttes ont marqué le déroulement des opérations.
- Le Congrès du Parti Travailleiste en Grande Bretagne : se prononce contre l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché commun.
- Assemblée générale ONU : discours de Harmel : la Belgique votera en faveur de la résolution américaine.
- Annonce de l'arrestation à Kinshasa de Bomboko et Nendaka, accusés d'avoir comploté contre Mobutu.

5 octobre 1971

- Chômage
 - FGTB et CSC marquent leur accord sur le projet amendé de Major sur les allocations de chômage : allocation + 10 %.
- Economie
 - Puits 14 à Monceau Fontaine : la fermeture prévue pour le 31.12.71 est reportée (déclaration faite ce jour par Cools à E. Glinne).
- International
 - OTAN : Bruxelles réunion des représentants des Min. des Affaires étrangères pour examen des réductions mutuelles des forces armées en Europe - M. Brosio serait désigné comme "explorateur" auprès des pays Pacte de Varsovie.

6 octobre 1971

- Luttes sociales
 - Front commun synd. Postes émet un avis favorable sur le pré-accord intervenu avec le gouvernement en matière programmation sociale.
 - Assemblée Front commun synd. Charleroi des aciéries de moulage qui réclame des garanties pour le maintien, développement de l'emploi dans le secteur.
- Emploi
 - Menace de fermeture aux "Isolants Tinlot" (région liégeoise) - environ 70 ouvriers.

7 octobre 1971

- Luttes sociales
 - Grève à Carbo-chimique de Tertre (1200 ouvriers) (au moment où le Ministre Delmotte inaugure la nouvelle usine de colorants Althouse à Tertre). Objet : crédits d'heure, droit à des réunions syndicales et mesures de garanties d'emploi.

8 octobre 1971

- Chômage
 - Conseil ministériel approuve le projet amendé de Major sur les allocations de chômage. Il prévoit une augmentation de 10 % des allocations actuelles à partir du 1.10.71.
- Luttes sociales
 - Poursuite de la grève à la Carbo-chimique de Tertre décidé la CSC.
 - Cockerill-Ougrée : grève des métallos division "construction mécanique" : ils veulent des investissements pour créer des emplois nouveaux et des commissions paritaires écon. pour susciter et contrôler ces mesures (2000 ouvriers).
- International
 - Après l'opération espionnage lancée par la Grande Bretagne contre l'URSS, celle-ci expulse 18 diplomates britanniques.

- Emploi

"Isolant-Tinlot" : suite à la fermeture prévue due à la mauvaise gestion, M. Levaux s'adresse au ministre Cools pour proposer de placer l'entreprise sous direction mixte à défaut d'une direction publique. Alors qu'en général, les investissements pour la création d'emplois nouveaux sont évalués à 1 million par emploi nouveau, il suffirait dans ce cas-ci de 500.000 Fr. par emploi.

- Projet budget 1972

- Le Conseil ministériel : communique les éléments du budget pour 1972 qui serait en équilibre et s'élèvera à environ 358 milliards.

- Impôts nouveaux ? : il refuse de répondre.

- Pour la TVA : elle doit être "neutre" estime Eyskens, ce qui implique la suppression de la taxe à l'exportation, la détaxation des investissements et le remboursement des taxes sur les stocks.

- Crédits d'heure : il a été inscrit au budget un crédit de 450 millions.

- Réforme de l'index : Il commande une enquête pour étudier la réforme alors que les syndicats réclament en attendant l'établissement d'un indice provisoire.

9 octobre 1971

- Expansion économique

- Journal "La Province" publie le texte transmis par Agence Belga et émanant de la CEE au sujet de la loi Leburton sur l'expansion économique, texte selon lequel le gouvernement belge serait en contravention avec les règles de la CEE en matière d'aide aux régions - il en résulterait que les aides massives vont aux régions les plus riches. L'authenticité du texte est contestée par le Secrétaire gén. Min. Affaires économiques Bayens - selon lui, le document CEE est un document "intérieur" encore en discussion.

- Revision Index : Genot dans "Wallonie" (9/10) rappelle la revendication FGTB pour la revision index pour le 1er janvier 72 - la FIB veut au préalable une enquête sur budgets fam. qui ne pourrait être prête qu'en 1973-74. Une démarche FGTB auprès du Min. Affaires économiques est prévue.

- International

- A. Davis : meeting avec F. Davis au Palais Congrès Liège organisé par les jeunesses communistes.

- Elections en Autriche : le parti socialiste conquiert la majorité absolue.

- Elections à Brême : le SPD gagne la majorité absolue.

- Nationalisations au Chili : un arrêt de la Cour des comptes du Chili stipule que le Chili ne doit indemniser que 2 des 5 compagnies U.S. de cuivre nationalisées.

- Communautés

- Déclaration Eyskens à Dimanche Presse : l'application du 107/4 prendra des mois si pas années et le prochain gouvernement devrait s'inspirer des méthodes de gestion décidées par le gouvernement hollandais -(blocage salaires - impôts nouveaux).

11 octobre 1971- Luittes sociales

- Fin de la grève des 300 aux ACEC de Charleroi.
- Revalorisation fonction enseignante : un projet de pré-accord conclu entre gouvernement et syndicats (il lèse les instituteurs des grandes villes).

- Emploi

- "Ideal Standard" à Vilvorde décide d'arrêter la fabrication de radiateurs en fonte - d'où licenciements de 150 ouvriers et employés mais la direction déclare avoir pris toutes les mesures pour limiter les conséquences dommageables pour le personnel.

- P.C.

- Communiqué secrétariat national sur G. Moulin : il prend acte du fait que son nom figure sur une liste électorale d'un autre parti et qu'il s'est donc mis lui-même hors des rangs du PCB.

- International :

- A. Davis : meeting à Bruxelles (au Relais) organisé par Comité A. Davis avec participation F. Davis.

12 octobre 1971- Luittes sociales

- Reprise du travail à la Carbo-chimique de Tertre.

- Travaux publics

- Les Chambres de Commerce des régions de Mons et du Centre protestent contre le projet 1034.

- International

- Début des entretiens égypto-soviétiques à Moscou.
- Le scandale de l'utilisation de cobayes humains à l'Université de Cincinnati : sous le prétexte de la lutte contre le cancer, le Pentagone préparait la guerre atomique en faisant faire des expériences sur les effets de forts bombardements radio-actifs sur le corps humain.
- Sud-Vietnam : mutinerie d'une unité américaine qui considère comme illégaux les ordres des officiers et qui refuse d'aller à une opération suicide (déclaration faite à un journaliste de "Ramparts").
- Conférence sur sécurité européenne : gouvernement français soulève un nouveau préalable : après Berlin, c'est le règlement des rapports inter-allemands.

13 octobre 1971- Emploi

- Fermeture BLH-Europe (firme Américain Clark) à Mont sur Marchienne (140 travailleurs) - malgré une importante aide octroyée par l'Etat (estimée par la délégation syndicale à environ 150 millions francs). La délégation syndicale exige dans l'immédiat : - remboursement par Clark à la BLH des aides publiques reçues; - reclassement du personnel.

- Elections

- Le Ministre de l'Intérieur soumet à la signature des partis politiques un appel pour éviter des excès pendant la campagne électorale - il y joint une déclaration orale annonçant l'envoi d'une circulaire aux administrations communales les invitant à mettre à la disposition des partis un nombre suffisant de panneaux électoraux - tous les partis, y compris le PC, signent l'accord sauf la V.U.
- Tirage au sort pour l'attribution des numéros aux listes électorales
 - le PLP à Bruxelles se présente sous 3 numéros et la fédération bruxelloise du PSB sous 2.

- International

- Annonce d'un voyage de Nixon en URSS (en mai 1972).

14 octobre 1971

- Elections

- Publication par le BP de la plate-forme électorale du CC du PCB.

- Luttes sociales

- Arrêt de travail à la Faculté des sciences polit. de Louvain.

- Travaux Publics Mons : projet 1034

- Plan quinquennal des travaux publics dans le Borinage : après la protestation de la commission d'études du Conseil communal de Mons, l'Idea établira un plan gén. de tous les besoins de la région qui sera étudié et discuté après les élections - il exprime sa confiance au ministre De Saegher qui par lettre du 7/10 précise les termes d'un accord intervenu avec l'Idea.

15 octobre 1971

- Luttes sociales

- Grève à Cockerill-Seraing : extension de la lutte : les employés de la division constructions mécaniques ont par referendum décidé d'un dépôt de préavis de grève venant à expiration le 25/10.
- Grève des étudiants de l'Institut social de l'Etat à Mons contre les carences en personnel de leur établissement.
- Poursuite de la grève à Boel (Tamise)
- Préavis de grève aux Laminoirs de Jemappes pour obtenir les mêmes salaires que ceux en vigueur à Charleroi.

- Expansion économique

- Le Conseil communal de Baudour refuse l'autorisation de bâtir pour 2 usines "Akzo" (le groupe chimique hollandais qui contrôle Fabelta en Belgique) - montant des investissements prévus 1 milliard 300 millions étalés sur 4 ans et création 400 emplois nouveaux mais une des usines serait un établissement dangereux et insalubre. R. Stiévenart, président Idea, dit que Akzo obtiendra les autorisations mais qu'il ne faut pas brusquer Baudour.
- L'entreprise Ateliers Bourleau à Braine le Comte adresse un ultimatum au Ministre Delmotte exigeant dans un délai de 30 jours une autorisation de bâtir permettant une extension de l'entreprise. A défaut de réponse, l'entreprise menace de fermer d'ici 3 ans.

- Pacte culturel

- Résolution du BP : il précise les 3 questions primordiales sur lesquelles l'accord devrait se réaliser : 1) éviter que les majorités absolues ne puissent avoir seules le pouvoir de décision; 2) tous les courants représentés au Parlement et dans les conseils culturels doivent l'être aussi au sein des organes de concertation en matière culturelle; 3) faire respecter le critère de pluralisme dans le fonctionnement des divers organismes culturels.

- Victimes de la guerre

- Le Conseil des ministres a adopté une série de mesures complétant et parachevant selon le gouvernement, la programmation en faveur des victimes de la guerre.

- Elections

- Congrès PSC et CVP pour présenter leur plate-forme commune.
- Polls électoraux : à Mons, Max Bury classé tête de liste au Sénat, cède sa place au ministre Delmotte.
- P.H. Spaak, dans "Le Soir", recommande aux électeurs bruxellois d'éviter les partis traditionnels. Le "Peuple" titre : Spaak agent électoral FDF.

- Communautés

- Le Conseil économique rég. de Wallonie est installé à Namur - il élit A. Delourme à sa présidence. R. Noël y représente le PC.

16 octobre 1971

- Développement régional : Mons :

- inauguration à Cuesmes du nouveau hall omnisports ouvert à tous les clubs du nouveau Mons.

- International

- Réunion en Bavière des assassins de Tulle et d'Oradeur pour créer l'Amicale des Anciens de la division "das Reich" et constituer un fonds de solidarité.
- Armes pour l'Irlande : le Ministre Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie dément l'information britannique selon laquelle la Tchécoslovaquie aurait fourni des armes à l'Irlande et taxe l'information de pure invention.

17 octobre 1971

- Affaires économiques

- Rapport du Conseil central de l'économie sur la situation économique
 - accentuation du ralentissement dans conjoncture économique suite à un affaiblissement persistant de la demande globale. Le ralentissement commence à produire ses effets sur l'évolution des coûts et des prix sauf sur prix à la consommation.